

Unité départementale de l'Essonne
Cité administrative
Boulevard de France
91012 Evry-Courcouronnes Cedex

Evry-Courcouronnes, le

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 10/12/2025

Contexte et constats

Publié sur  **RISQUES**

CLOUDHQ FRANCE

37 avenue Pierre 1er de Serbie
75008 Paris

Références : D2025-0039
Code AIOT : 0006523753

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 10/12/2025 dans l'établissement CLOUDHQ FRANCE implanté Rue Léonard de Vinci 91090 Lisses. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite s'inscrit dans le cadre d'un premier récolement de l'arrêté préfectoral en date du 2/02/2022 compte tenu de la mise en service progressive de certaines salles de serveurs informatiques.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- CLOUDHQ FRANCE
- Rue Léonard de Vinci 91090 Lisses
- Code AIOT : 0006523753
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Aux termes d'un Arrêté Préfectoral (AP) d'autorisation d'exploiter (n° 2022-PREF/DCPPAT/BUPPE/019) du 2 février 2022, la société CloudHQ France a été autorisée à exploiter, sur la commune de Lisses,

un nouveau campus de centres de données informatiques. La construction des différents bâtiments (2 bâtiments) dudit campus est en cours sur le site. L'exploitant a indiqué que la sous-station électrique A avait été construite. Les fondations de la sous-station B seront lancées semaine 51. Le bâtiment 1 (CDG1) sera réellement opérationnel en 2026. À ce stade, il est prévu que la phase 2 débute mi 2026.

Pour l'instant, le seul client de la société CLOUD HQ est AWS. AWS occupe tout le 1er étage et disposera également du rez-de-chaussée et du 2e étage. Les bureaux du R+3 ont été livrés et la mezzanine n'est pas encore affectée. Concernant le rez-de-chaussée, seule la dalle béton est terminée. Les salles informatiques sont dans l'attente d'une affectation. Les salles informatiques en exploitation sont maintenues à 23 °C. L'exploitant indique que les salles informatiques sont livrées par couple.

Une salle "training AMAZON/AWS" est présente sur les lieux : celle-ci permet de délivrer des formations au niveau européen.

AWS a validé 2 façades sur le bâtiment. Les 2 autres sont encore sous enseigne EIFFAGE. Le bâtiment de récupération de chaleur est terminé : ce dernier est placé en limite de propriété, prêt à être raccordé à un réseau de chaleur.

Le data center de Lisses est de type « *hyperscale* » ce qui lui permet de répondre aux attentes de 4 à 5 très gros clients.

L'exploitant n'a pas fait part de problème particulier dans le cadre de la phase travaux. Le traitement architectural du bâtiment a été très important : sa configuration fait de lui qu'il est devenu le modèle pour les prochains data centers du groupe.

La société CLOUD HQ a une dizaine de personnes sur site tandis que le client AWS en compte 50 à 70.

Thèmes de l'inspection :

- AN25 Travaux et points chauds

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ♦ le constat établi par l'inspection des installations classées ;

- ◆ les observations éventuelles ;
- ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
- ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente inspection</u> ⁽¹⁾	Proposition de délais
10	Désenfumage	Arrêté Préfectoral du 02/02/2022, article 8.3.3	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	esthétique	Arrêté Préfectoral du 02/02/2022, article 2.3.2	Sans objet
2	Conduits raccordés	Arrêté Préfectoral du 02/02/2022, article 3.2.2	Sans objet
3	Suivi des rejets atmosphériques	Arrêté Préfectoral du 02/02/2022, article 3.2.6	Sans objet
4	Isolement des milieux	Arrêté Préfectoral du 02/02/2022, article 4.2.1.5	Sans objet
5	Réseau piézomètres	Arrêté Préfectoral du 02/02/2022, article 4.6.3	Sans objet
6	Zonage des risques	Arrêté Préfectoral du 02/02/2022, article 8.2.1	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
7	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 02/02/2022, article 8.8.2	Sans objet
8	Permis feu	Arrêté Préfectoral du 02/02/2022, article 8.6.2.1	Sans objet
9	Émissions lumineuses	Arrêté Préfectoral du 02/02/2022, article 7.4.1	Sans objet
11	Installations électriques	Arrêté Préfectoral du 02/02/2022, article 8.4.2	Sans objet
12	Degré coupe feu	Arrêté Préfectoral du 02/02/2022, article 8.3.1.1	Sans objet
13	Détections	Arrêté Préfectoral du 02/02/2022, article 8.4.4	Sans objet
14	Ateliers de charge : rubrique 2925	Arrêté Préfectoral du 02/02/2022, article 9.1	Sans objet
15	Prescriptions liées à la protection de la biodiversité	Arrêté Préfectoral du 02/02/2022, article 12 (1ère partie)	Sans objet
16	Prescriptions liées à la protection de la biodiversité (2e partie)	Arrêté Préfectoral du 02/02/2022, article 12 (2e partie)	Sans objet
17	Prescriptions liées à la protection de la biodiversité (3e partie)	Arrêté Préfectoral du 02/02/2022, article 12 (3e partie)	Sans objet
18	Divers équipements	Arrêté Préfectoral du 02/02/2022, article 13	Sans objet
19	Plans	Arrêté Préfectoral du 02/02/2022, article 4.2.1.2	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant doit apporter quelques précisions à l'inspection.

L'exploitant a su démontrer la bonne gestion de son établissement.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : esthétique

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/02/2022, article 2.3.2

Thème(s) : Risques chroniques, esthétique

Prescription contrôlée :

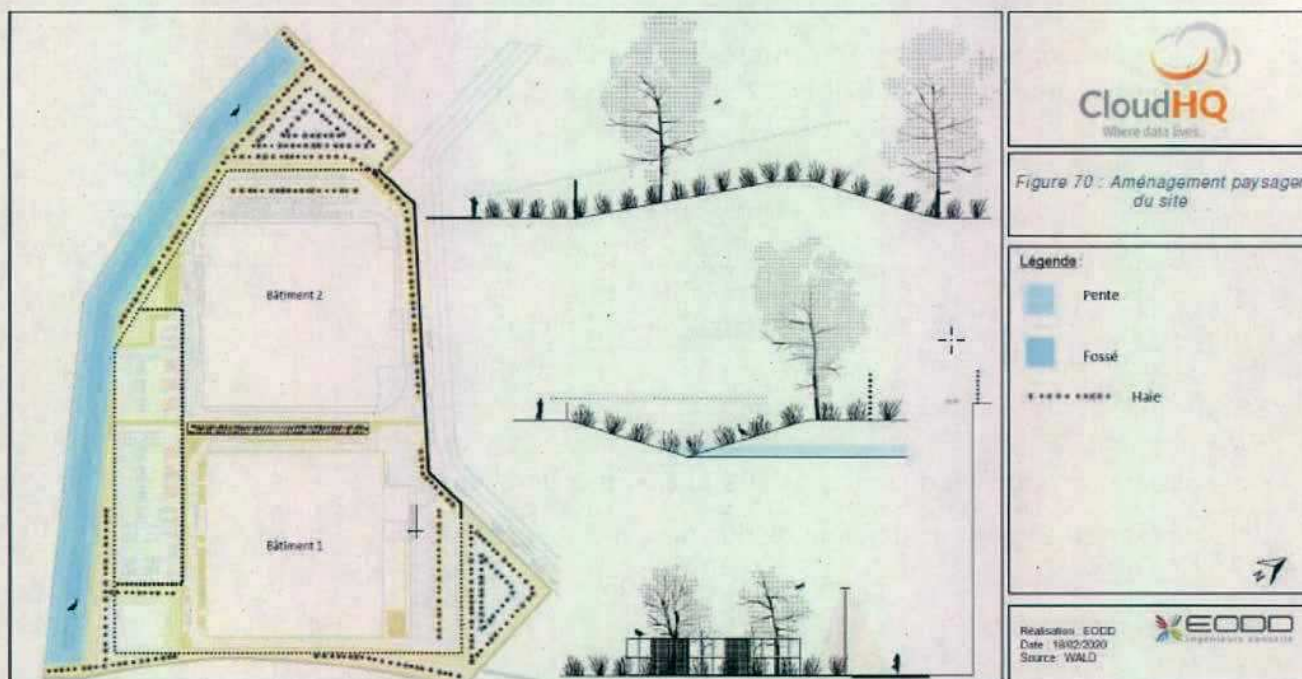
2.3.2 Esthétique

Les abords de l'installation, placés sous le contrôle de l'exploitant sont aménagés et maintenus en bon état de propreté (peinture, poussières, envols...). Les émissaires de rejet et leur périphérie font l'objet d'un soin particulier (plantations, engazonnement,...).

Une haie est plantée entre les deux bâtiments (si possible avant la création du bâtiment 2, sinon dans l'année suivant la réception du bâtiment 2) et des plantes grimpantes sont installées sur les façades des bâtiments sous un délai de 6 mois suivant la réception de chaque bâtiment. Dans le cas où l'implantation de la haie n'est pas possible, l'exploitant crée des îlots de végétation entre les bâtiments.

Un plan d'aménagement paysager, basé sur le plan ci-dessous, est établi par l'exploitant et tenu à jour. Ce plan est tenu à disposition de l'inspection des installations classées. Les espèces végétales retenues doivent être choisies parmi des essences locales.

CLOUD HQ France
DDAE Datacenter - Site de Lisses (91)



Constats :

L'exploitant a communiqué un plan référencé "WALD PLAN" daté du 10/12/25. Ce plan met en évidence les espaces verts des 2 bâtiments projetés. La pépinière du bâtiment 1 (CDG1) est plantée le long de la rue Léonard de Vinci. Les arbres à proximité du bassin ont été plantés

également. L'exploitant a indiqué qu'il utilise les arbres de la pépinière temporaire du bâtiment 2 : l'avantage est que les arbres plantés se sont très bien acclimatés au sol présent. La réimplantation sur d'autres zones des terrains conduit à une très faible perte des essences.

L'inspection a constaté la plantation des espèces grimpantes sur la façade du bâtiment 1.

Les 2 clôtures sont présentes côté rue Léonard de Vinci. Du côté des champs, seule la clôture dite de "paysage" a été mise en place. Elle est doublée par une clôture de chantier qui sera maintenue avec les travaux du bâtiment B2.

L'exploitant a communiqué le DOE (*Dossier des Ouvrages Exécutés*) du paysagiste qui récapitule l'ensemble des essences retenues, la typologie de la clôture de "paysage" ainsi que le type des gîtes à chiroptères et l'hôtel à insectes.

La haie entre les 2 bâtiments n'est pas encore plantée mais l'exploitant dispose encore de temps.

L'exploitant a transmis un 3e plan qui reprend suivant l'essence retenue son emplacement sur le site.

L'ensemble des documents fournis constitue le plan paysager de l'exploitant.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Conduits raccordés

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/02/2022, article 3.2.2

Thème(s) : Risques chroniques, Conduits raccordés

Prescription contrôlée :

N° de conduit	Installations raccordées	Puissance ou capacité	Combustible
Bâtiment 1	Groupes électrogènes de secours (57 groupes placés en terrasse toiture dont 8 de redondance et un dédié aux bureaux)	Groupe de secours dédié aux Services Généraux 1,5 MW Groupes de secours dédiés au Process 2,5 MW unitaire	Fioul domestique Alimentation par les cuves enterrées et des réservoirs externes dits « réservoirs journaliers » dans chaque local contenant des groupes électrogènes, possédant un volume nécessaire à l'alimentation du groupe électrogène (0,5 m ³).
Bâtiment 2	Groupes électrogènes de secours (57 groupes placés en	Groupe de secours dédié aux Services Généraux	Fioul domestique Alimentation par les cuves enterrées et

	terrasse toiture dont 8 de redondance et un dédié aux bureaux)	1,5 MW Groupes de secours dédiés au Process 2,5 MW unitaire	des réservoirs externes dits « réservoirs journaliers » dans chaque local contenant des groupes électrogènes, possédant un volume nécessaire à l'alimentation du groupe électrogène (0,5 m ³).
--	--	---	--

Pour l'ensemble des installations, le combustible utilisé est du fioul domestique très basse teneur en soufre. La teneur en soufre est inférieure à 0,1 %.

Les groupes électrogènes mentionnés ci-dessus fonctionnent « individuellement » moins de 500 heures par an.

Un relevé des heures de fonctionnement de chaque groupe électrogène est établi par l'exploitant. Il est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

Constats :

Sur les 57 groupes électrogènes du CDG1, l'exploitant a indiqué que seulement 7 avaient été mis en place au regard du développement du data center. En effet, uniquement 4 salles informatiques ont été livrées pour l'instant. Concernant les relevés de fonctionnement de ces 7 groupes, un tableur excel a été communiqué par l'exploitant. Il ressort que les 7 groupes ont fonctionné entre 59 h et 112 h sur l'année 2025.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Suivi des rejets atmosphériques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/02/2022, article 3.2.6

Thème(s) : Risques chroniques, Suivi des rejets atmosphériques

Prescription contrôlée :

Les installations visées à l'article 3.2.2 ne sont pas soumises à la mise en place de VLE (valeurs limites d'exposition).

Le premier contrôle est effectué six mois au plus tard après la mise en service des installations de chaque bâtiment. L'exploitant vérifie la qualité des rejets par un contrôle des concentrations et flux en polluants rejetés à l'atmosphère sur 20 % du nombre de groupes électrogènes afin de valider l'estimation des flux annuels émis en polluants pour le fonctionnement de tous les

groupes. L'exploitant met à jour l'étude des risques sanitaires si les flux estimés sont supérieurs à ceux mentionnés ci-dessous.

	Débit massique (kg/h)	Emission en condition de secours (48h max x 98 GE) Fonctionnement anormal	Emission annuelle en phase de maintenance (30h/an x 114 GE) Fonctionnement normal
NOx	17,38	81 756 kg	59 440 kg
CO	3,934	18 506 kg	13 454 kg
SO ₂	1,59	7 479 kg	5 438 kg
PM	0,1934	910 kg	661 kg

Des mesures périodiques sont exigées a minima tous les 3 ans sur 20 % du nombre de groupes électrogènes par rotation des équipements. Au regard des résultats des contrôles, la périodicité peut être revue sur demande de l'exploitant. L'exploitant met à jour l'étude des risques sanitaires si les flux estimés sont supérieurs à ceux mentionnés ci-dessus.

Les analyses sur les rejets issus des installations sont réalisées

-à des conditions normalisées de température (273 kelvins) et de pression (101,3 kilopascals) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs) .

-à une teneur en O₂ (15 %)

Par défaut, les méthodes d'analyse sont celles définies par l'arrêté du 7 juillet 2009 relatif aux modalités d'analyse dans l'air et dans l'eau dans les ICPE et aux normes de référence.

Pour les polluants ne faisant l'objet d'aucune méthode de référence, la procédure retenue, pour le prélèvement notamment, doit permettre une représentation statistique de l'évolution du paramètre.

Selon les périodicités prévues par le présent arrêté, l'exploitant fait effectuer les mesures par un laboratoire agréé ou, s'il n'existe pas d'agrément pour le paramètre analysé, accrédité par le Comité français d'accréditation (COFRAC) ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la Coordination européenne des organismes d'accréditation (European Cooperation for Accreditation ou EA).

Constats :

L'exploitant a fourni un rapport de la société BUREAU VERITAS du 18/09/2024 relatif au "GROUPE ÉLECTROGÈNE : ZNL00684". Il ressort que la campagne d'analyses ne met pas en évidence de dépassements des valeurs limites. Les flux visés dans l'arrêté préfectoral sont respectés car la valeur pour le CO est de 2,26 kg/h pour un seuil fixé à 3,934 kg/h. Pour les NOx, la valeur est de 13,6 kg/h pour un seuil à 17,38.

L'exploitant a indiqué avoir réalisé 2 campagnes d'analyses ce qui représente 28% du total des groupes (pour une obligation de 20% tous les 3 ans).

L'exploitant précise que les groupes sont vérifiés tous les 6 mois. Un test est effectué toutes les 2

semaines pendant 15 minutes.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

La prochaine campagne de l'exploitant devra continuer à retenir 20% du nombre de groupes.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Isolement des milieux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/02/2022, article 4.2.1.5

Thème(s) : Risques chroniques, Isolement des milieux

Prescription contrôlée :

Un système permet l'isolement des réseaux d'assainissement de l'établissement par rapport à l'extérieur. Ces dispositifs sont maintenus en état de marche, signalés et actionnables en toute circonstance localement et/ou à partir d'un poste de commande. Leur entretien préventif et leur mise en fonctionnement sont définis par consigne.

Constats :

L'exploitant a présenté en salle les modalités de gestion des vannes de confinement (procédure communiquée en parallèle également, datée du 14/11/2025). Actuellement, les vannes sont manuelles mais il est prévu qu'elles soient passées en automatique avec asservissement sur le déclenchement du système sprinklage.

L'exploitant a indiqué que la signalisation des vannes devait être terminée prochainement.

Les vannes sont étiquetées pour indiquer leur position normale : cette configuration a pu être constatée sur des vannes à l'intérieur du bâtiment. La codification des vannes est renvoyée sur un plan à proximité immédiate de l'équipement [par ex : poste sprinklage n°41. L'inspection a pu vérifier la cohérence entre la position de la vanne et les indications sur le plan (cas des "tags" N4 et 27. tag vert : position normale ouverte NO, tag rouge : position normale fermée, tag noir : information]

Le personnel en charge du suivi des alarmes est alerté directement sur leur téléphone pour la mise en œuvre de la fermeture de la vanne.

L'inspection n'a pas vérifié sur site le fonctionnement de la vanne de confinement en aval des tubosiders.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Réseau piézomètres

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/02/2022, article 4.6.3

Thème(s) : Risques chroniques, Réseau piézomètres

Prescription contrôlée :

La localisation des ouvrages est reportée sur un plan tenu à la disposition de l'inspection. Le plan est actualisé à chaque création de nouveaux ouvrages de surveillance.

Les prélèvements, l'échantillonnage et le conditionnement des échantillons d'eau doivent être effectués conformément aux méthodes normalisées en vigueur. Les seuils de détection retenus pour les analyses doivent permettre de comparer les résultats aux valeurs de référence en vigueur (normes de potabilité, valeurs-seuil de qualité fixées par le SDAGE,...).

Le niveau piézométrique de chaque ouvrage de surveillance est relevé à chaque campagne de prélèvement.

L'exploitant réalise une surveillance des eaux souterraines, selon une fréquence semestrielle, sur quatre ouvrages implantés judicieusement sur le site pendant les deux premières années suivant la mise en exploitation du bâtiment 1 (de même lors de la mise en exploitation du bâtiment 2).

Les paramètres recherchés sont :

- les métaux : As, Cd, Cr, Cu, Hg, Ni, Pb, Zn
- les hydrocarbures totaux (HCT)
- les hydrocarbures aromatiques polycycliques (HAP)
- les BTEX (Benzène, Toluène, Éthylbenzène et Xylènes)
- les Composés Organo-Halogénés Volatils (COHV)

En dehors des périodes précitées, l'exploitant réalise une surveillance annuelle de la qualité des eaux souterraines. La fréquence et le programme d'analyse peut évoluer au regard des résultats obtenus et sur demande de l'exploitant.

Constats :

L'exploitant a indiqué que les ouvrages de surveillance sur la zone du CDG1 avaient été détruits suite aux travaux. Néanmoins, les ouvrages sur la zone CDG2 sont toujours opérationnels.

Le bâtiment CDG1 n'est pas encore opérationnel à 100% et des travaux restent en suspens pour CDG2.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Malgré l'absence d'ouvrages sur la zone CDG1, l'exploitant est invité à réaliser les campagnes 2026 avant que les ouvrages de la zone CDG2 ne soient détruits ou inaccessibles. À l'issue des travaux de CDG2, l'exploitant devra proposer un nouveau réseau de surveillance (4 ouvrages au minimum) qui englobera également CDG1.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Zonage des risques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/02/2022, article 8.2.1

Thème(s) : Risques accidentels, Zonage des risques
--

Prescription contrôlée :

L'exploitant identifie les zones de l'établissement susceptibles d'être à l'origine d'incendie, d'émanations toxiques ou d'explosion de par la présence de substances ou mélanges dangereux stockés ou utilisés ou d'atmosphères nocives ou explosibles pouvant survenir soit de façon permanente ou semi-permanente dans le cadre du fonctionnement normal des installations, soit de manière épisodique avec une faible fréquence et de courte durée.

Ces zones sont matérialisées par des moyens appropriés et reportées sur un plan systématiquement tenu à jour.

La nature exacte du risque (atmosphère potentiellement explosible, etc.) et les consignes à observer sont indiquées à l'entrée de ces zones et en tant que de besoin rappelées à l'intérieur de celles-ci. Ces consignes doivent être incluses dans les plans de secours s'ils existent.

Une détection incendie généralisée est installée sur le site.

Constats :

L'exploitant a présenté en salle de réunion un plan masse avec l'identification des zones à risques. L'inspection a pu également constater lors de la visite que les zones sensibles disposaient de leur affiche précisant les risques encourus.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Moyens de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/02/2022, article 8.8.2

Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de lutte contre l'incendie

Prescription contrôlée :

Les équipements sont maintenus en bon état, repérés et facilement accessibles.

L'exploitant doit pouvoir justifier, auprès de l'inspection des installations classées, de l'exécution de ces dispositions. Les matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie sont vérifiés périodiquement selon les référentiels en vigueur. L'exploitant doit fixer les conditions de maintenance, de vérifications périodiques et les conditions d'essais périodiques de ces matériels. Les dates, les modalités de ces contrôles et les observations constatées doivent être inscrites sur un registre tenu à la disposition des services de la protection civile, d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées.

Sans préjudice d'autres réglementations, l'exploitant fait notamment vérifier périodiquement par un organisme extérieur les matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie suivants selon la fréquence définie ci-dessous :

Type de matériel	Fréquence minimale de contrôle
Extincteur	Annuelle
Système d'extinction automatique à eau (sprinkler)	Semestrielle
Installation de détection incendie	Semestrielle
Installations de désenfumage	Annuelle
Portes coupe-feu	Annuelle

Constats :

L'exploitant a communiqué les documents suivants :

- un plan d'implantation des poteaux incendie sur site de mars 2025. Celui-ci met en évidence une distance maximale entre poteaux de 150m. Les 5 poteaux ont été réceptionnés par le SDIS 91 : les débits et pressions sont conformes aux attentes du SDIS (seul ou en simultané).
- le rapport de vérification des dispositifs contre la foudre d'octobre 2025 de Bureau VERITAS (10 observations mais la conclusion est que l'installation présente un état satisfaisant) et un rapport de l'APAVE visant à lever une partie des non-conformités en date du 4/11/2025.
- l'ensemble des fiches de vérification des RIA du bâtiment CDG1 avec plans. Un contrôle par sondage de certaines fiches montre que les équipements sont fonctionnels. De plus, lors de la visite, il est apparu que les RIA sont protégés des chocs, facilement accessibles et répartis judicieusement dans le bâtiment.
- le rapport d'essai sprinklage du 10/11/25 pour les phases 1a et 1b du CDG1. Les essais sont concluants. La vérification mensuelle préventive de novembre 2025 des postes sprinklage n'a rien mis en évidence.
- la vérification par sondage d'un extincteur n'a pas mis en évidence d'écart.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Permis feu

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/02/2022, article 8.6.2.1
Thème(s) : Risques accidentels, Permis feu
Prescription contrôlée :
<p>Le permis rappelle notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> • les motivations ayant conduit à sa délivrance, • la durée de validité, • la nature des dangers, • le type de matériel pouvant être utilisé,

- les mesures de prévention à prendre, notamment les vérifications d'atmosphère, les risques d'incendie et d'explosion, la mise en sécurité des installations,
- les moyens de protection à mettre en œuvre notamment les protections individuelles, les moyens de lutte (incendie, etc.) mis à la disposition du personnel effectuant les travaux.

Tous les travaux ou interventions sont précédés, immédiatement avant leur commencement, d'une visite sur les lieux destinée à vérifier le respect des conditions prédéfinies.

A l'issue des travaux et avant la reprise de l'activité, une réception est réalisée par l'exploitant ou son représentant et le représentant de l'éventuelle entreprise extérieure pour vérifier leur bonne exécution, et l'évacuation du matériel de chantier : la disposition des installations en configuration normale est vérifiée et attestée.

Certaines interventions prédéfinies, relevant de la maintenance simple et réalisée par le personnel de l'établissement peuvent faire l'objet d'une procédure simplifiée.

Les entreprises de sous-traitance ou de services extérieures à l'établissement n'interviennent pour tout travaux ou intervention qu'après avoir obtenu une habilitation de l'établissement.

L'habilitation d'une entreprise comprend des critères d'acceptation, des critères de révocation, et des contrôles réalisés par l'établissement.

En outre, dans le cas d'intervention sur des équipements importants pour la sécurité, l'exploitant s'assure :

- en préalable aux travaux, que ceux-ci, combinés aux mesures palliatives prévues, n'affectent pas la sécurité des installations,
- à l'issue des travaux, que la fonction de sécurité assurée par lesdits éléments est intégralement restaurée.

Constats :

L'exploitant a présenté sa base de registre compilant les permis feu délivrés lors de la construction du CDG1.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'inspection sollicite l'exploitant sur la transmission d'un permis feu relatif aux derniers travaux réalisés sur CDG1.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Emissions lumineuses

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/02/2022, article 7.4.1

Thème(s) : Risques chroniques, Emissions lumineuses

Prescription contrôlée :

7.4.1 Émissions lumineuses

De manière à réduire la consommation énergétique et les nuisances pour le voisinage, l'exploitant prend les dispositions suivantes :

- les éclairages intérieurs des locaux sont éteints une heure au plus tard après la fin de l'occupation de ces locaux
- Les illuminations des façades des bâtiments ne peuvent être allumées avant le coucher du soleil et sont éteintes au plus tard à 1 heure.

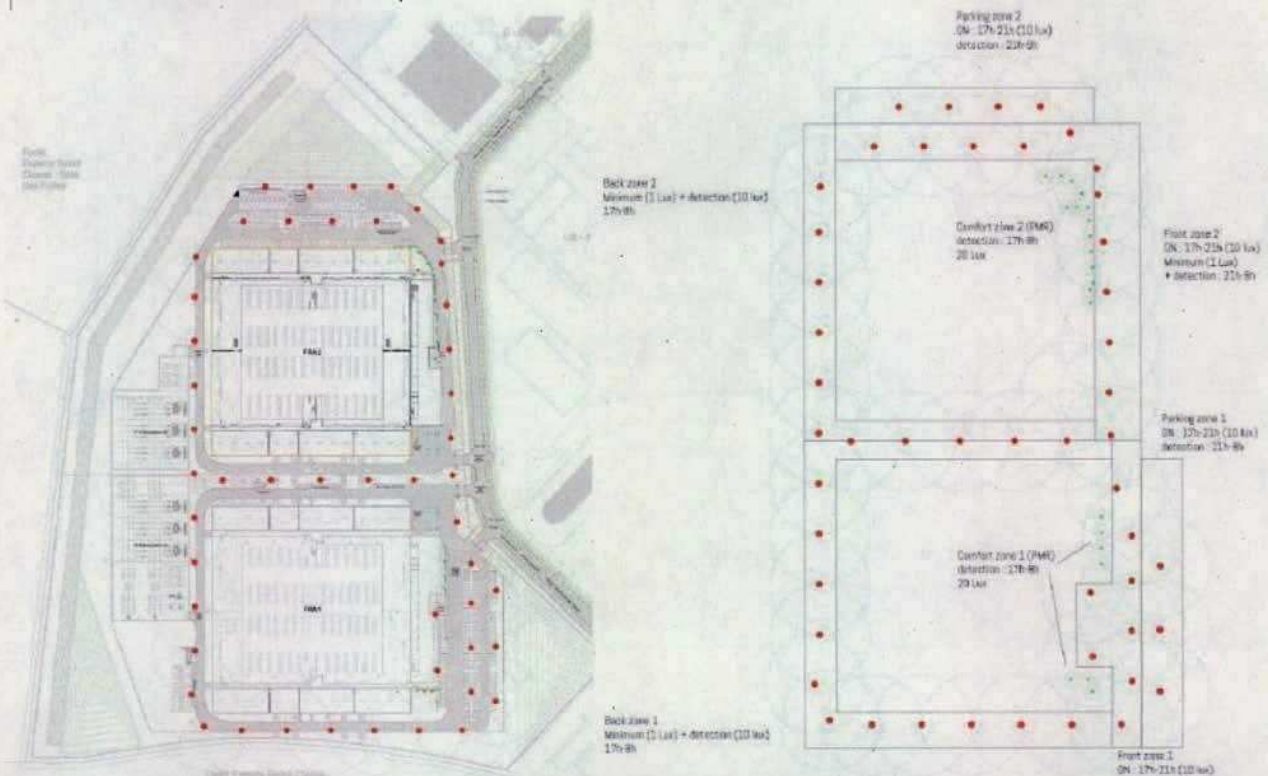
Ces dispositions ne sont pas applicables aux installations d'éclairage destinées à assurer la protection des biens lorsqu'elles sont asservies à des dispositifs de détection de mouvement ou d'intrusion.

L'exploitant du bâtiment doit s'assurer que la sensibilité des dispositifs de détection et la temporisation du fonctionnement de l'installation sont conformes aux objectifs de sobriété poursuivis par la réglementation, ceci afin d'éviter que l'éclairage fonctionne toute la nuit.

La pollution lumineuse est réduite par un choix judicieux de l'éclairage. Le positionnement des lampes, leur intensité et les cibles sont réfléchis pour limiter l'impact sur les espaces naturels. L'exploitant retient des éclairages de modèle « CIGO ». Ceux-ci sont positionnés à une hauteur de 8 mètres. Sous réserve d'une sécurité suffisante pour les usagers du site, une utilisation de lumières de couleur rouge-orangée est privilégiée.

Plusieurs types d'éclairage sont installés en fonction de la zone du site (cf plan ci-dessous) (toutes d'une couleur rouge-orangée) :

- **Bâtiments et routes adjacentes (front zone 1 & 2 et backzone 1 & 2) :** éclairage à 10 lux de 17h à 21h puis à 1 lux toute la nuit. Allumage à 10 lux sur détection de 21h à 8h ;
- **Accès au parking PMR depuis les entrées principales du site (Comfort zone 1 & 2) :** allumage à 20 lux sur détection de 17h à 8h ;



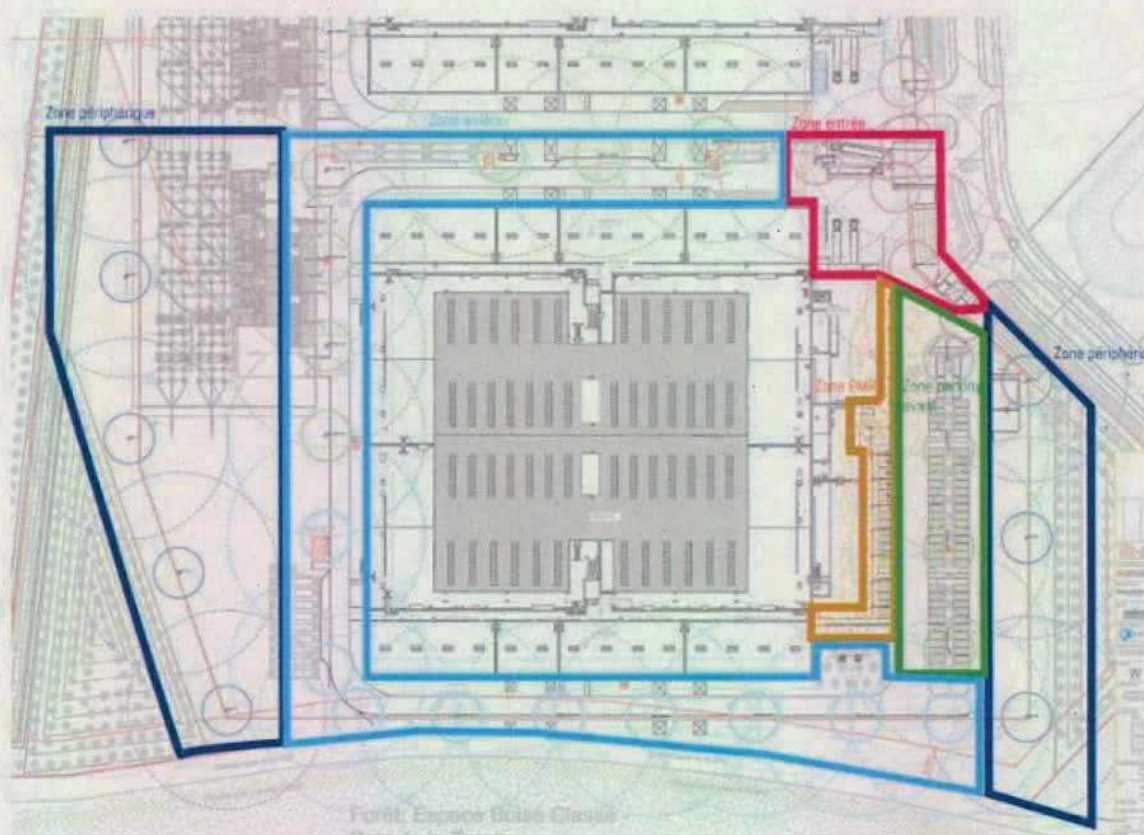
À l'issue d'une période de 6 mois suivant la mise en service de chaque bâtiment, l'exploitant mène une étude sur l'impact des lumières installées, basée notamment sur les collisions observées pendant la période précitée de la faune avec les bâtiments et les autres infrastructures connexes. Au regard des conclusions de cette étude, l'exploitant se positionne sur la nécessité ou non de modifier ses installations (changement de lampes, changement d'amplitudes horaires...) et le communique à l'inspection des installations classées et au service Nature et Paysage de la DRIEAT dans un délai de 4 mois complémentaires pour validation.

+

Extrait AP juillet 2025

Plusieurs types d'éclairage sont installés en fonction de la zone du site (cf plan ci-dessous), toutes d'une couleur rouge-orange :

- Zone entrée (en rose) : éclairage à 30 lux en permanence la nuit ;
- Zone PMR (en orange) : allumage à 20 lux sur détection de 17h à 8h. Extinction si pas de détection ;
- Zone parking avant (en vert) : éclairage à 10 lux de 17h à 21h puis à 5 lux toute la nuit. Allumage à 10 lux sur détection de 21h à 8h ;
- Zone arrière (en bleu clair) : éclairage à 10 lux de 17h à 21h puis à 5 lux toute la nuit. Allumage à 10 lux sur détection de 21h à 8h ;
- Zone périphérique (en bleu foncé) : éclairage permanent à 5 lux.



Constats :
<p>L'exploitant indique que l'étude lumineuse n'a pas encore été réalisée. Néanmoins, celle-ci est prévue.</p> <p>Il faut noter également que la mise en service du CDG1 est progressive. Le report de l'étude va permettre que les activités du CDG1 soient plus développées. L'exploitant indique par ailleurs que le CDG1 sera officiellement mis en service en janvier 2026.</p>
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
L'exploitant communiquera la programmation de l'étude lumineuse.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 10 : Désenfumage

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/02/2022, article 8.3.3
Thème(s) : Risques accidentels, Désenfumage
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les locaux batteries ont un système de désenfumage. Les escaliers encloisonnés desservant les niveaux en superstructure sont également désenfumés, en partie haute par un exutoire. Chaque cage d'escalier est équipé par la mise en place d'un dispositif d'un mètre carré minimum en partie haute dont l'ouverture est rendue possible depuis le rez-de-chaussée par une commande manuelle facilement accessible et signalée.</p> <p>Les salles informatiques, tous les locaux techniques et les locaux de stockage, aveugles et d'une surface de plus de 100 m² sont désenfumés mécaniquement sur la base de 12 volumes/heure. Ces installations de désenfumage sont commandées manuellement depuis le poste de sécurité (PCS). Le déclenchement automatique sur détection incendie est évité afin de ne pas perturber les effets du système d'extinction automatique.</p> <p>Les locaux techniques abritant les groupes électrogènes sont ventilés en permanence par des vanelles en façade, ils ne sont pas désenfumés.</p>
Constats :
La fiche technique des ouvrants de désenfumage ainsi que celle des ouvertures dédiées à la ventilation ont été fournies par l'exploitant.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
Le rapport de contrôle relatif aux dispositifs de désenfumage (ou extrait du registre de sécurité) est à communiquer à l'inspection.

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 2 mois

N° 11 : Installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/02/2022, article 8.4.2
Thème(s) : Risques accidentels, Installations électriques
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les installations électriques doivent être conçues, réalisées et entretenues conformément aux normes en vigueur.</p> <p>La mise à la terre est effectuée suivant les règles de l'art.</p> <p>Le matériel électrique est entretenu en bon état et reste en permanence conforme en tout point à ses spécifications techniques d'origine.</p> <p>Les conducteurs sont mis en place de manière à éviter tout court-circuit.</p> <p>Une vérification de l'ensemble de l'installation électrique est effectuée au minimum une fois par an par un organisme compétent qui mentionnera très explicitement les défauts relevés dans son rapport. L'exploitant conservera une trace écrite des éventuelles mesures correctives prises.</p> <p>Les appareils d'éclairage électrique ne sont pas situés en des points susceptibles d'être heurtés en cours d'exploitation ou sont protégés contre les chocs.</p> <p>Ils sont en toute circonstance éloignés des installations pouvant générer leur échauffement.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a fourni le rapport SOCOTEC relatif à la vérification initiale des installations. Le rapport daté du 15/10/2025 compile les observations de la mission de 8 jours menée en août 2025. Un total de 110 observations est recensé. L'exploitant insiste sur le fait que son client est très à cheval sur le suivi des écarts électriques. Le suivi sera vérifié par l'inspection lors du contrôle fin 2026.</p> <p>L'inspection a pu constater en toiture la présence de dispositifs contre la foudre. L'affichage du compteur de coup de foudre était à zéro.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 12 : Degré coupe feu

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/02/2022, article 8.3.1.1
Thème(s) : Risques accidentels, Degré coupe feu
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les bâtiments présentent une stabilité au feu d'une heure pour la partie bureaux et 2h pour les parties techniques.</p>

Les bâtiments sont de type R+1 avec toit et terrasse technique.

Chaque bâtiment se compose :

- de structures porteuses et autoporteuses, en béton armé ou en béton précontrainte, coulées sur place ou préfabriquées et présentant une stabilité au feu de degré deux heures pour les parties techniques et une heure pour la partie bureaux.
- de planchers et d'une toiture majoritairement réalisés en dalles présentant un caractère coupe-feu de degré 2 heures pour les parties techniques et une heure pour la partie bureaux.

A chaque niveau, 12 salles informatiques (ou salles serveurs) sont regroupées en blocs de 3 salles. Les salles serveurs disposent d'un faux-plafond destiné à la distribution d'air. Chaque salle informatique est desservie par 2 sous-station électriques installées séparément dans des locaux spécifiques.

Les salles informatiques disposent de parois coupe feu de degré 1h et des blocs-portes coupe feu de degré 1 h avec ferme porte, et sont équipés d'un dispositif de détection incendie haute sensibilité (catégorie A) couplé à un dispositif d'extinction par brouillard d'eau.

Les locaux techniques attenants disposent de parois coupe feu de degré 1h et des blocs-portes coupe feu de degré 1/2 h avec ferme porte, et sont équipés d'un dispositif de détection incendie haute sensibilité (catégorie A) couplé à un dispositif d'extinction par brouillard d'eau.

Les systèmes batteries/onduleurs situés dans les locaux techniques sont entourés par des cloisons coupe-feu 2 heures.

Au niveau des couloirs, les murs présentent un degré coupe-feu d'une heure. Des RIA sont placés tous les 30 m ainsi que des portes de recoupement.

Les parois entre locaux et dégagements seront coupe feu de degré 1h et les blocs-portes pare flamme de degré ½ h lorsque les locaux seront à risques courants. Les baies de communication éventuelles sont munies de portes coupe-feu de degré ½ h dotées de ferme porte (sauf les gaines techniques).

Les circulations de grande longueur seront recoupées tous les 30 m par des parois et des blocs-portes en va-et-vient pare flamme de degré ½ h.

Les bureaux et locaux sociaux sont isolés des zones techniques par des parois coupe feu de degré 1 heure.

Le débouché au niveau du rez de chaussée d'un escalier doit s'effectuer à moins de 20 mètres d'une sortie sur l'extérieur.

La distance maximale à parcourir en étage pour gagner un escalier ne doit pas être supérieur à 40 m excepté certains locaux techniques (distance de 45 m) sous réserve du respect des prescriptions du présent arrêté notamment celles relatives aux dispositions constructives.

Les sous-stations sont équipées d'une détection incendie ainsi que d'une détection de fuites.

Les locaux de stockage et les aires de livraison sont équipés d'une installation fixe d'extinction automatique par sprinklage.

Constats :

L'exploitant a communiqué différents plans du bâtiment et des coupes permettant de bien

représenter la disposition des différentes salles entre elles, du rez-de-chaussée à la toiture. Les fiches techniques des produits utilisés pour réaliser la structure du bâtiment ont également été fournies.

Il ressort que :

- les produits de calfeutrement coupe feu présentent des caractéristiques EI minimum de 90
- l'exploitant a mis en œuvre des gaines spéciales coupe-feu pour les câbles (PV de conformité fourni)
- les justificatifs pour les cloisons, les portes, les blocs-portes
- l'autocontrôle d'avril 2025 sur les portes coupe-feu
- le rapport BUREAU VERITAS d'avril 2025 conclut à un état général satisfaisant des portes coupe-feu.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Type de suites proposées : Sans suite

N° 13 : Détections

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/02/2022, article 8.4.4

Thème(s) : Risques accidentels, Détections

Prescription contrôlée :

Chaque local technique, armoire technique ou partie de l'installation recensée selon les dispositions de l'article 8.2.1 en raison des conséquences d'un sinistre susceptible de se produire dispose d'un dispositif de détection de substance particulière/fumée. L'exploitant dresse la liste de ces détecteurs avec leur fonctionnalité et détermine les opérations d'entretien destinées à maintenir leur efficacité dans le temps.

L'exploitant est en mesure de démontrer la pertinence du dimensionnement retenu pour les dispositifs de détection et le cas échéant d'extinction. Il organise à fréquence semestrielle au minimum des vérifications de maintenance et des tests dont les comptes-rendus sont tenus à disposition de l'inspection des installations classées.

En cas d'installation de systèmes d'extinction automatique d'incendie, ceux-ci sont conçus, installés et entretenus régulièrement conformément aux référentiels reconnus.

Constats :

L'exploitant a fourni le rapport de réception technique du système de sécurité incendie (SSI) du 10/11/2025 établi par la société BATISS. Le rapport met en évidence la nature des contrôles ainsi que les zones contrôlées.

Les différentes observations relevées ont été toutes levées à l'issue du contrôle de novembre 2025.

L'exploitant a fait réaliser un test réel au niveau d'un local à risque (détecteur de fumées par aspiration) à la demande de l'inspection : ce test a été concluant. Les 2 détecteurs se sont mis en défaut puis l'alarme a été déclenchée avec report sur les téléphones de l'astreinte technique. Une

levée de doute a été réalisée au niveau de la salle par le personnel technique.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 14 : Ateliers de charge : rubrique 2925

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/02/2022, article 9.1

Thème(s) : Risques accidentels, Ateliers de charge

Prescription contrôlée :

L'installation doit être implantée à une distance d'au moins 5 m des limites de propriété.

Les locaux de charge des batteries doivent présenter les caractéristiques de réaction et de résistance au feu minimales suivantes : - murs et planchers hauts coupe-feu de degré 2 heures - couverture incombustible, - portes intérieures coupe-feu de degré 1/2 heure et munies d'un ferme-porte ou d'un dispositif assurant leur fermeture automatique, - porte donnant vers l'extérieur pare-flamme de degré 1/2 heure, - pour les autres matériaux : classe M0 (incombustibles) .

Les locaux de charge des batteries doivent être équipés en partie haute de dispositifs permettant l'évacuation des fumées et gaz de combustion dégagés en cas d'incendie (lanterneaux en toiture, ouvrants en façade ou tout autre dispositif équivalent). Les commandes d'ouverture manuelle sont placées à proximité des accès. Le système de désenfumage doit être adapté aux risques particuliers de l'installation

Sans préjudice des dispositions du code du travail, les locaux doivent être convenablement ventilés pour éviter tout risque d'atmosphère explosible ou nocive. Le débouché à l'atmosphère de la ventilation doit être placé aussi loin que possible des habitations voisines. Le débit d'extraction est donné par les formules ci-après

Pour les batteries dites ouvertes et les ateliers de charge de batteries :

$$Q = 0,05 \, n \, I$$

Pour les batteries dites à recombinaison :

$$Q = 0,0025 \, n \, I$$

où

Q = débit minimal de ventilation, en m^3/h n = nombre total d'éléments de batteries en charge simultanément I = courant d'électrolyse, en A

Constats :

L'exploitant a communiqué divers documents visant à justifier du respect des dispositions réglementaires :

- fiches techniques de l'ensemble de la chaîne de détection et d'alarme
- plans d'implantation des détecteurs
- plan de la vante de désenfumage
- note de calcul relatif au désenfumage
- résultats de contrôle des détecteurs de mai 2025 (conforme)

Type de suites proposées : Sans suite

N° 15 : Prescriptions liées à la protection de la biodiversité

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/02/2022, article 12 (1ère partie)

Thème(s) : Risques chroniques, Prescriptions liées à la protection de la biodiversité

Prescription contrôlée :

Le bénéficiaire susvisé à l'article 1.1 du présent arrêté n'est pas soumis à l'article L 411-2 du code de l'environnement sous réserve de mettre en œuvre les mesures de réductions, d'accompagnements et de suivis.

Le tableau ci-après liste les différentes mesures à mettre en œuvre et la structure concernée :

CODE DE LA MESURE	INTITULE DE LA MESURE	STRUCTURE CONCERNEE (CLOUDHQ ou RTE)
MESURES DE REDUCTION		
MR1	Balisage des éléments écologiques d'intérêt à proximité du chantier	CloudHQ & RTE
MR2	Adaptation du calendrier écologique de chantier	CloudHQ & RTE
MR3	Préservation de la perméabilité écologique du site pour la petite faune	CloudHQ
MR4	Gestion des espèces exotiques envahissantes	CloudHQ
MR5	Limitation des pollutions	CloudHQ & RTE
MR6	Défavorabilisation écologique avant travaux	CloudHQ & RTE
MR7	Entretien raisonné des espaces verts	CloudHQ
MR8	Travaux centrifuges	CloudHQ
MR9	Recréation d'habitats favorables à la faune au sein des espaces verts	CloudHQ
MR10	Choix des essences	CloudHQ
MR11	Limitation des éclairages en faveur de la faune nocturne	CloudHQ
MR12	Valorisation écologique du bassin de rétention	CloudHQ
MESURES D'ACCOMPAGNEMENT		
MA1	Installation de refuges pour la faune	CloudHQ
MA2	Capture déplacement d'espèces	CloudHQ & RTE
MESURES DE SUIVI		
MS1	Suivi écologique du chantier	CloudHQ & RTE
MS2	Suivi de la recolonisation par la biodiversité	CloudHQ & RTE

Les préconisations et recommandations présente dans la fiche détaillée de chaque mesure doivent être respectées.

Les articles suivant reprennent les éléments principaux de ces différentes mesures

12.1Phase chantier

La surface de l'emprise des travaux ou des aménagements réalisés dans le cadre de l'autorisation est de 136 741 m² dont une emprise au sol des bâtiments d'environ 42 716 m² et 10 911 m² pour les sous-stations électriques.

Les deux bâtiments occupent les superficies suivantes :

- 21 363 m² (emprise sol) pour un global de 71 193 m² pour le bâtiment 1 et ses aménagements extérieurs ;
- 21 363 m² (emprise sol) pour un global de 65 548 m² pour le bâtiment 2 et ses aménagements extérieurs.

Les travaux vont s'échelonner sur une période d'environ 22 mois pour chaque bâtiment.

Ceux-ci se déclinent en différentes tranches :

N° de tranche	Dates de travaux	Parcelles concernées
Phase 1	2021 à 2023	BC 34 et 35 (notamment parties sud et Ouest)
Phase 2	2028 à 2031	BC 35

Les travaux sont engagés sur les périodes les plus propices pour les différentes espèces animales susceptibles d'être rencontrées sur le site. En effet, les périodes retenues pour le démarrage des travaux doivent être choisies pendant les périodes où les espèces sont les plus actives ce qui se traduit à retenir les périodes suivantes :

- pour les travaux préparatoires : les travaux à réaliser sont à privilégier du 15 juin au 30 octobre. Néanmoins, l'exploitant peut réaliser ces derniers du 1^{er} janvier au 1^{er} avril et du 30 octobre au 30 décembre s'il peut assurer que ces travaux ne génèrent pas de nuisances pour la faune.
- pour des travaux relatifs au dérasement des emprises : ceux-ci sont réalisés entre le 15 août au 30 octobre.
- pour les autres travaux lourds : ceux-ci sont réalisés entre le 15 août à début mars.

Le tableau ci-après récapitule les principales périodes favorables aux travaux par type de travaux envisagés, intégrant une période défavorable pour le démarrage des travaux pendant la période la plus sensible :

TYPE DE TRAVAUX calendrier première année	JAN	FEV	MAR	AV	MAI	JUIN	JUIL	AOUT	SEPT	OCT
Travaux préparatoires										
Travaux lourds										
LEGENDE										
Période globalement favorable pour la réalisation des travaux – Travaux possibles										
Période assez défavorable au regard des caractéristiques pour le démarrage des travaux – Travaux limités										
Période très défavorable pour la réalisation des travaux – Absence de travaux lourds										

Le ravitaillement des engins se fait systématiquement sur une aire étanche. Afin de permettre une intervention rapide, le chantier est approvisionné en produits absorbants permettant de traiter un déversement accidentel d'hydrocarbures sur le sol ou dans l'eau. Ces absorbants sont entreposés en différents endroits à proximité des zones identifiées à risques.

La réutilisation des déblais issus des opérations d'affouillements sont réutilisés en priorité sur le site si un besoin en matériaux est nécessaire et si ceux-ci ne présentent pas de pollution et permettent d'économiser des « matériaux nobles ».

Une procédure d'urgence pendant les phases de chantier est établie et tout incident est signalé auprès des autorités compétentes dont l'inspection des installations classées. Cette procédure prévoit notamment de :

- faire évacuer les abords de l'équipement concerné ou de la zone concernée,

- circonscrire et baliser la zone impactée, alerter les services de secours,
- engager les premières actions de gestion,
- évacuer les produits déversés et les produits absorbants par des entreprises agréées.

Les voies de circulation sont arrosées en période sèche si nécessaire afin de limiter les envols de poussières.

Les engins de chantiers et camions sont stationnés dans l'emprise du site pendant toute la durée des travaux. Un plan de circulation est établi afin d'optimiser les déplacements/rotations des véhicules.

Les arbres à cavités (croix sur la vue satellite ci-dessous) ainsi que ceux jugés d'intérêt par le pétitionnaire sont protégés efficacement des engins de chantier.

Le pétitionnaire identifie les espèces invasives pouvant se développer sur l'emprise des travaux et ses abords et met en œuvre les mesures nécessaires pour empêcher sa propagation. Les travaux sont engagés avant la floraison de ces espèces invasives. Dans le cas contraire, ces espèces sont collectées et éliminées dans des installations spécifiques si nécessaire.

Pour limiter la dissémination des espèces invasives, les engins de chantiers sont entreposés sur une aire dédiée et nettoyées après chaque journée d'utilisation.

Suite à la phase de travaux, un suivi sera mis en place afin de vérifier l'absence de colonisation par les espèces exogènes. Dans le cas où des espèces invasives coloniseraient les milieux remaniés, des mesures de gestion et d'élimination spécifiques seront mises en œuvre.

Le pétitionnaire doit végétaliser le plus rapidement possible les zones de travaux et les espaces verts. Un suivi du développement des espaces verts est réalisé afin d'identifier les éventuelles rémanences des espèces invasives : dans ce cas, ces dernières sont arrachées et éliminées.

Les engins de travaux sont régulièrement nettoyés pour limiter la dissémination des espèces invasives. Les produits de coupe sont éliminés dans des installations spécifiques si nécessaire.

L'ensemble des blocs de pierre, tas de bois, éléments écologiques ponctuels identifiés sur l'emprise des bâtiments doivent être évacués de manière à conserver leur intégrité ou à défaut doivent être remplacés par des habitats similaires. Dans l'attente de leur réutilisation, ces éléments sont isolés des zones de travaux. Au moment de leur déplacement, l'exploitant vérifie que ceux-ci n'abritent aucune espèce sensible. Un suivi des opérations est compilé dans un registre tenu à disposition de l'inspection des installations classées.

Un suivi des opérations est compilé dans un registre tenu à disposition de l'inspection des installations classées et du service Nature et Paysage de la DRIEAT (adresse mail : especes-protegees-ile-de-france.dffs.snp.drieat-if@developpement-durable.gouv.fr).

L'emprise des terrains constituant la phase 2 du projet est entretenue de manière à ce que la végétation ne puisse se développer à plus de 5 cm de haut, jusqu'à la mise en exploitation du second bâtiment. Un semi monospécifique d'herbacées est réalisé (type Ray-grass, fétuque, ...).

L'absence d'installation d'espèces sera contrôlée au sein de la zone de la phase 2 de construction. Cette action sera suivie par un écologue chargé de surveiller la présence d'individus d'espèces d'amphibiens afin de les repousser voire de les capturer pour éviter leur destruction. En cas de

constats de venues régulières d'amphibiens sur la zone de la phase 2, des barrières anti-retour seront installées et les individus déplacés par un écologue compétent en bordure extérieure du site.

L'utilisation de produit phytosanitaire est proscrite.

12.2 Mesures en faveur de la biodiversité

12.2.1 Dispositions générales

La haie en marge du site, occupant une surface d'environ 0,31 ha, est préservée lors des travaux et dans le cadre de l'exploitation des activités de CLOUD HQ.



Figure 3 : Emprises des travaux par éléments du projet et vue de la haie préservée

L'emprise du site dispose de deux clôtures dont une dite « de sécurité » autour des bâtiments. La première clôture dite de paysage est réalisée de manière à laisser passer au minimum la micro/méso faune. Concernant celle de sécurité, le maillage retenu doit être en adéquation avec son rôle d'anti-intrusion.

L'exploitant s'assure qu'une zone tampon soit laissée autour des bâtiments vis-à-vis notamment des deux espaces boisés classés.

Ces aménagements doivent faire l'objet d'une vérification par un écologue.

12.2.2 Interventions sur les espaces verts

Les interventions sur les espaces verts sont ponctuelles et ne sont pas réalisées entre mars et juin. Suivant les espaces concernés, les interventions respectent les fréquences suivantes :

- 1 à 2 fois par an pour les espaces ouverts (deux fois sur les zones thermophiles à OEdipode) ;
- 1 fois tous les 1 à 2 ans pour les massifs arbustifs et les haies ;
- 1 fois tous les 2 à 3 ans pour les boisements.

Sur les espaces verts, l'exploitant maintient des zones non fauchées qui servent de zones de

refuge pour la faune. Au moins 10 % de la parcelle globale doit être aménagée de manière à constituer une zone refuge. Ces zones de refuge ne sont pas distantes les unes des autres de plus de 30 m.

En exploitation normale, le fauchage est réalisé vers les zones de refuge pour y « pousser » les individus (notamment les orthoptères, etc.). La fauche débute du centre de la parcelle (fauche centrifuge) pour laisser le temps aux individus de fuir vers les bordures ou alors elle débute par un côté de la parcelle comme précisé sur les schémas suivants :

La hauteur de coupe est de minimum 15 cm. La fauche est effectuée lentement et lors de périodes de la journée où les animaux poïkilothermes (à sang froid) ont pu emmagasiner suffisamment d'énergie pour fuir, à savoir entre 10 et 18 heures. Ces opérations sont compilées dans un registre (heure de début et de fin, zone concernée...).

Cette action devra être suivie tout le long par un écologue chargé de surveiller la présence d'individus d'espèces afin de les repousser voire de les capturer pour éviter leur destruction.

Au total, l'exploitant doit planter 883 arbres/arbustes répartis de la manière suivante : 450 lors de la phase 1 et 433 pour la phase 2. Les arbres plantés sont des espèces à hauteur de tige variable comprise entre 8 et 20 mètres permettant d'atteindre des hauteurs similaires aux deux bâtiments. L'exploitant doit s'assurer dans le choix de ses essences qu'une partie soit à feuilles persistantes afin d'assurer un couvert végétale minimal pendant les périodes automnales et hivernales.

La liste d'essence proposée est la suivante :

Strate	Espèces retenues par le paysagiste	Remplacements proposés par EODD
Arbres	<i>Sorbus americana</i>	Sorbier des oiseleurs (<i>Sorbus aucuparia</i>)
	<i>Sorbus arnoldiana</i> 'Golden Wonder'	Comier (<i>Sorbus domestica</i>)
Arbustes	<i>Chaenomeles speciosa</i> 'Falconnet Charlet'	Sureau noir (<i>Sambucus nigra</i>)
	<i>Ligustrum avolifolium</i>	Troène commun (<i>Ligustrum vulgare</i>)
	<i>Viburnum plicatum</i>	Viome obier (<i>Viburnum opulus</i>)
	<i>Osmanthus x burkwoodii</i>	Houx (<i>Ilex aquifolium</i>)
Couvres sol arbustifs	<i>Euonymus Fortunei</i> 'Tutsin'	Fusain d'Europe (<i>Euonymus europaeus</i>)

Il est recommandé de se rapprocher d'un pépiniériste labellisé « Végétal local » afin de s'assurer de l'origine des semis et des plants.

Constats :

Le point sur les 2 clôtures a déjà été abordé dans un précédent point de contrôle.

Un arbre à cavité côté champ a été identifié : celui-ci reste hors de l'emprise de l'établissement.

Les terrains de l'emprise de CDG2 ne présentent pas de végétation particulière afin d'éviter l'implantation d'espèces dont leur déplacement deviendrait nécessaire lors des prochains travaux.

Concernant les prescriptions relatives à la phase travaux et à la phase entretien des espaces verts, celles-ci n'ont pas fait l'objet d'un contrôle car la situation du contrôle ne s'y prêtait pas. La fauche de l'emprise CDG2 a eu lieu en mars 2024 par exemple : action consignée dans un "reporting" de la société EODD.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 16 : Prescriptions liées à la protection de la biodiversité (2e partie)

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/02/2022, article 12 (2e partie)

Thème(s) : Risques chroniques, Prescriptions liées à la protection de la biodiversité

Prescription contrôlée :

Des habitats et éléments écologiques seront créés : haies pluristratifiées, zones thermophiles et prairies herbacées.

Les espèces végétales retenues sont des espèces locales pouvant être observées dans les 2 EBC identifiés à proximité du site. Les justificatifs relatifs aux choix des espèces végétales implantées sur site sont tenus à disposition de l'inspection des installations classées.

Sur certaines zones, un milieu de haies bocagères est créé en associant en parallèle le développement d'une végétation herbacée mellifère. Le mode de plantation des arbres/arbustes respecte les dispositions du PLU de Lisses tout en s'efforçant de garder une approche d'espace naturel. La fauche sera extensive (1 intervention par ans hors de la période sensible pour la faune). Au total, environ **2,25 hectares** d'espaces verts herbacés sont recréés.

L'exploitant doit recréer au minimum **1,96 ha** de zones thermophiles (prairie sèche) au sein des espaces verts pour le développement de l'Oedipode turquoise : un mélange d'espèces herbacées rudérales thermophiles locales est planté. Ces zones sont complétées par l'ajout de pierres au niveau du substrat. Un entretien spécifique est appliqué afin de limiter le développement excessif de la végétation (il s'agit de deux fauches par an, hors des périodes sensibles pour la faune présente). Ces aménagements sont complétés par des alignements de graminées d'une hauteur de 1,5 m.

Les mesures de préservation de la perméabilité écologique et l'adaptation de l'éclairage du site permettent d'assurer le maintien d'un corridor écologique entre les grands ensembles boisés du site. Le corridor préservé aura une largeur minimale de 28 mètres au niveau de sa façade NNO et SSO. Ces aménagements doivent faire l'objet d'une vérification par un écologue.



L'exploitant établit un schéma paysager tenu régulièrement à jour et tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.



12.2.4 Valorisation écologique du bassin d'infiltration

Le bassin d'infiltration de 0,85 ha, présente des berges en pente douce (pente de 30 % maximum). Le fond du bassin est aménagé afin de favoriser l'apparition de multiples zones d'eau constituant ainsi une zone semi-humide. Les berges et le fond du bassin peuvent être aménagés avec des matériaux issus des travaux de viabilisation des terrains (terre végétale notamment). Les argiles, pour l'aménagement du fond du bassin, sont utilisées afin de garantir une imperméabilité du bassin et le respect du débit de fuite mentionné à l'article 4.2.1.1 du présent arrêté.

Les matériaux employés, autres que les argiles, dans la mise en forme du fond du bassin doivent permettre le développement d'une végétation constituée d'espèces locales. Un suivi de ce développement est assuré par l'exploitant et consigné dans un registre tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. Les espèces considérées comme invasives sont collectées et éliminées dans des filières autorisées.

L'aménagement du bassin doit faire l'objet d'une validation par un écologue.

Constats :

L'exploitant a fait part des documents relatifs au suivi écologique de l'établissement depuis la phase chantier. L'exploitant doit recontractualiser avec la société EODD pour poursuivre en 2026 ce suivi.

L'ensemble des "reportings" depuis mars 2024 sont disponibles : ces documents listent les incidents ou accidents rencontrés lors du chantier, les actions correctrices mises en œuvre, l'avancement des actions, le suivi des consommations....

Les courriels des mois de mai 2024 et décembre 2024 ont été examinés par l'inspection. Il ressort que les différentes sociétés intervenantes sur le chantier ont engagé les actions correctrices suite à des déversements de peinture, ou constats de trous dans la clôture ou regards/tampons non protégés pour la petite faune...

Les éléments de juillet et novembre 2025 montrent une gestion des envols de poussières, dégâts de la clôture, fauchage des plantes envahissantes et semence de la zone CDG2, la gestion des barrières des amphibiens en août 2025 au regard de l'attractivité de la noue n°1.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 17 : Prescriptions liées à la protection de la biodiversité (3e partie)

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/02/2022, article 12 (3e partie)

Thème(s) : Risques chroniques, Prescriptions liées à la protection de la biodiversité

Prescription contrôlée :**12.2.5 Installation de refuges**

L'exploitant doit installer sur l'emprise de son site au minimum les équipements suivants :

- un hibernaculum d'une hauteur de 1,5 m constitué de pierres pouvant provenir des travaux préalables du chantier. L'emprise au sol de cet aménagement sera d'au minimum 10 m². Celui-ci sera localisé en dehors des zones bruyantes du site, sur un secteur ensoleillé.

Une visite annuelle en automne de l'hibernaculum est réalisée pour éviter que celui-ci ne soit envahi par de la végétation. Lors de ces visites, les observations sur la présence ou non, le nombre d'individus... sont consignées dans un registre tenu à la disposition de l'inspection.

- 2 hôtels à insectes installés à la fin de l'été. Les hôtels à insectes sont surélevés à 30 cm du sol, à l'abri des vents forts et des pluies violentes. L'entrée est exposée au sud ou sud-est, afin que les insectes bénéficient de la chaleur des rayons matinaux du soleil. L'hôtel à insectes est placé à proximité d'espèces végétales mellifères. Ils sont installés de préférence en fin d'été ou à l'automne. Une visite annuelle est réalisée à la fin de l'été pour vérifier l'état des structures et réparer si nécessaire les éléments dégradés. Au regard des observations faites lors de ces entretiens, l'exploitant compile les données dans son registre écologique susvisé.

- 3 nichoirs à Martinet,

- 3 nichoirs à Hirondelle,

- 1 nichoir pour le faucon Crécerelle,

Les nichoirs sont placés le plus à l'abri possible des intempéries et des prédateurs, dans des zones éloignées des voies de circulation (externes et internes au site). Ils ne doivent pas être exposés toute la journée au grand soleil ou à l'ombre permanente et à l'abri des vents dominants. La mise en place de ces nichoirs est réalisée à l'automne ou l'hiver. Une visite annuelle en automne (après la période de nidification) est réalisée pour nettoyer/désinfecter les nichoirs, vérifier les fixations, Au regard des observations faites lors de ces entretiens, l'exploitant compile les données dans son registre écologique susvisé.

- 3 gîtes à chiroptères. Les gîtes sont placés entre octobre et mars, à l'abri des prédateurs (2-3 m du sol) dans des zones peu encombrées pour faciliter l'envol des individus. Une visite annuelle est réalisée en février/mars pour nettoyer et vérifier l'état des gîtes. Au regard des observations faites lors de ces entretiens, l'exploitant compile les données dans son registre écologique susvisé.

Ces aménagements doivent faire l'objet d'une vérification par un écologue.

12.2.6 Suivi des mesures

L'exploitant assure un suivi tout au long de son chantier par des visites régulières menées par un écologue. Il sera présent lors des principales phases de travaux et de mise en œuvre des mesures de réduction et d'accompagnement associée.

Il sera mobilisable autant de fois que nécessaire avec au minimum un passage avant :

- le début des travaux,
- les opérations de défrichage,
- les travaux de terrassement.

Ces visites et leurs constats sont consignés dans des comptes-rendus d'intervention après chaque passage et transmis à l'inspection des installations classées et au service « Nature et Paysage » de la DRIEAT.

En complément des observations annuelles visées aux articles 14.3.4 et 14.3.5, Un suivi de la biodiversité (habitat, faune et flore) est effectué par un écologue selon le planning suivant : 1 passage/an en avril-mai à n+1, n+2, n+3, n+5, n+10 et n+20 (soit 6 passages, n étant l'année de début des travaux de la phase 1 ou de la phase 2).

Les suivis portent sur les éléments suivants :

- suivi de la flore, des espèces envahissantes et patrimoniales et de l'évolution des habitats des espaces verts ;
- inventaire de la faune sur l'ensemble du site et à proximité immédiate (oiseaux, chiroptères, entomofaune et amphibiens) ;
- contrôle de l'absence de l'installation de la faune au sein de la parcelle du bâtiment B avant sa construction en 2028 ;
- contrôle de la fréquentation des nichoirs, hôtels à insectes et hibernaculum.

En fonction des résultats obtenus, des mesures correctives pourront être proposées par l'écologue (effarouchage, pose d'une barrière à amphibiens, nouvelle campagne de capture-déplacement, adaptation des mesures de gestion, etc.).

A l'issue de ces visites, un rapport est établi et communiqué à l'inspection des installations classées et au service Nature et Paysage de la DRIEAT (adresse mail : especes-protegees-ile-de-france.dffs.snp.drieat-if@developpement-durable.gouv.fr).

12.2.7 Déplacement d'individus amphibiens et insectes

Dans le cas où des individus doivent être capturés et déplacés (en dehors des cas ponctuels d'observations pendant les travaux), le pétitionnaire s'assure que ces opérations sont menées par un écologue compétent, et que les individus capturés sont libérés dans des zones propices à leur développement. Les démarches administratives afférentes à ces opérations sont réalisées préalablement à ces dernières.

Un rapport est communiqué à l'inspection des installations classées à l'issue de ces opérations et au service Nature et Paysage de la DRIEAT.

Constats :

L'exploitant a fourni les rapports de contrôles de suivi de l'écologue (notamment avril/mai 24 et 25): ceux-ci sont établis depuis janvier 2024 jusqu'à novembre 2025. Le rapport sur l'emprise des travaux RTE post travaux a également été communiqué (rapport de juillet 2025 pour une campagne en mai 2025) : le rapport ne mentionne pas la présence d'amphibiens ni de reptiles. Concernant l'avifaune, les espèces constatées avant travaux étaient toujours sur site.

Les rapports transmis ont mis en évidence les actions visant à empêcher l'implantation d'espèces protégées dans des secteurs de travaux.

L'exploitant a confirmé que le refuge pour les lézards a été réalisé.

Une association d'apiculteurs a été contactée afin de placer des ruches sur le site : des aménagements seront réalisés afin que les gestionnaires puissent accéder aux ruches tout en maintenant la sécurité du data center.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant communiquera une photo de la mise en place des gîtes à chiroptères ainsi que des nichoirs.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 18 : Divers équipements

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/02/2022, article 13

Thème(s) : Risques accidentels, Divers équipements

Prescription contrôlée :

Cuves de fioul

Les cuves enterrées sont en double enveloppe équipée d'un système de détection de fuite reportée avec un système de contrôle de niveau.

Les aires de dépotage sont signalées et étanches. Une interdiction de fumer est affichée au niveau des aires de dépotage.

Les opérations de dépotage sont réalisées en présence du transporteur et d'un représentant de l'exploitant. Du produit absorbant incombustible de type sable est présent au niveau de l'aire de

dépotage (100 L minimum) ainsi qu'une couverture spéciale anti-feu.

Groupes electrogenes

Les groupes électrogènes fonctionnant au fioul domestique sont implantés sur le toit dans des locaux insonorisés et des parois coupe-feu de degré 2 heures. 114 nourrices de fioul de 0,5 m³ sont situées dans les locaux des groupes électrogènes, et sont équipées de détecteurs de fuite et reports d'alarme.

Les locaux accueillant les groupes électrogènes sont sur rétention avec détection incendie.

Une ventilation forcée équipe les locaux.

Un organe de coupure d'alimentation en combustible est présent à l'extérieur des locaux.

Groupes froids

Au niveau des compresseurs des groupes froids, des pressostats haute et basse pression sont installés. Les soupapes sont tarées à la pression maximale de service.

Les équipements sont munis de détecteurs de niveau de fluide frigorigène.

Sous-stations

Les transformateurs de la sous-station RTE ont leurs bobines entièrement immergées dans de l'huile isolante. Celle-ci sera exempte de contaminants environnementaux, d'humidité et totalement exempte de PCB. Avant le premier remplissage de l'isolant, la cuve du transformateur sera soumise à un essai de pression pour vérifier qu'il n'y a pas de fuites. Les résultats de cette vérification sont tenus à la disposition de l'inspection.

Constats :

La zone de dépotage, les cuves de fioul extérieures ainsi que la sous-station n'ont pas fait l'objet d'un contrôle.

Concernant les groupes froid, l'exploitant a communiqué un tableur compilant l'ensemble des équipements présents sur le site dans le cadre des phases 1a et 1b du CDG1, la quantité et la nature du fluide stocké, la date du dernier contrôle, la fréquence de contrôle ainsi que la conclusion du dernier contrôle. Ce document ne met pas en évidence d'écarts.

Concernant les groupes électrogènes, pour l'instant, un seul équipement est implanté par local. Le second générateur sera ajouté lorsque des salles informatiques d'un autre étage seront mises en service. Le local assure une rétention globale. La nourrice (stockage temporaire de fioul) est une cuve double peau. Une façade est équipée de cloisons phoniques. La ventilation forcée est présente. Les détecteurs sont en place et actifs.

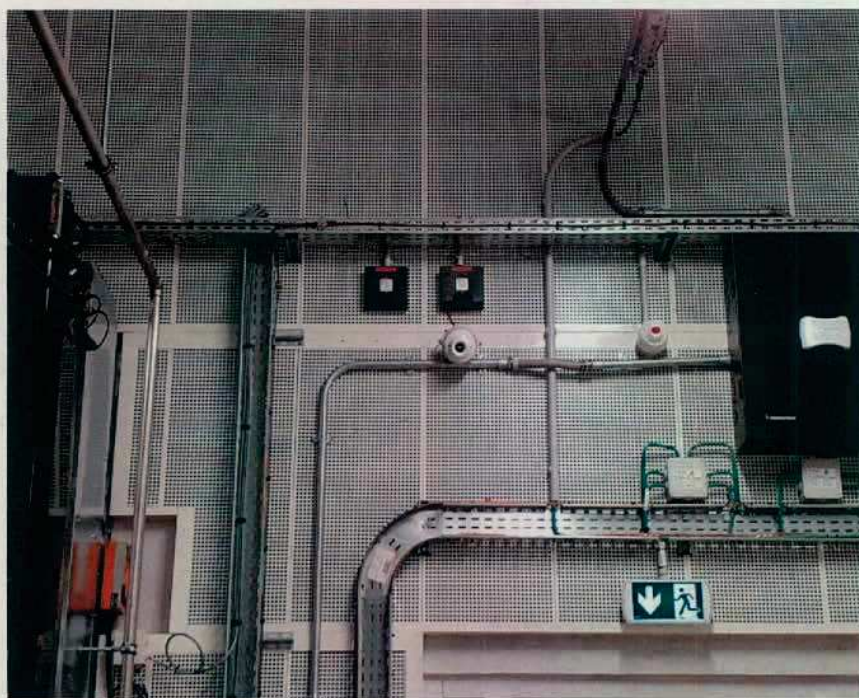
Type de suites proposées : Sans suite

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/02/2022, article 4.2.1.2
Thème(s) : Risques chroniques, Plans
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Un schéma de tous les réseaux d'eaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours.</p> <p>Le plan des réseaux d'alimentation et de collecte fait notamment apparaître :</p> <ul style="list-style-type: none"> • l'origine et la distribution de l'eau d'alimentation, • les dispositifs de protection de l'alimentation (bac de disconnexion, implantation des disconnecteurs ou tout autre dispositif permettant un isolement avec la distribution alimentaire, ...) • les secteurs collectés et les réseaux associés • les ouvrages de toutes sortes (vannes, compteurs...) • les ouvrages d'épuration interne avec leurs points de contrôle et les points de rejet de toute nature (interne ou au milieu).
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a communiqué les plans des différents réseaux et les a également présenté le jour de l'inspection. Il ressort que les eaux pluviales sont gérées via un réseau de 3 ovoïdes enterrés (tubosider) et un bassin à ciel ouvert avant de rejoindre le réseau communal. La vanne de confinement du site en aval des ovoïdes est bien représentée sur le plan cependant un branchement relatif à la zone entrée véhicules semble être connecté en aval de cette vanne. Au niveau de la zone de dépotage du fioul, la vanne murale ainsi que le séparateur d'hydrocarbures sont bien matérialisés sur le plan fourni. Le plan est daté du 18 juillet 2025.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant précisera quelles sont les modalités de branchement de la zone "accueil véhicule".</p>
Type de suites proposées : Sans suite

CLOUD HQ FRANCE – inspection du 10/12/2025

Extérieur





salle groupe électrogène





Thématique foudre



salle informatique vide



Résultat test détecteur

